

**Motion de \_\_\_\_\_ au sujet du « Programme de rémunération des cadres exécutifs de l'Université d'Ottawa » – Février 2018**

- Attendu que le Bureau des gouverneurs et la haute direction de l'Université ont imposé au cours des dernières années à l'ensemble des facultés et services d'importantes mesures de restriction budgétaire touchant l'enseignement et la recherche;
  - Attendu que ces mesures de restriction budgétaire n'ont pas fait l'objet d'une consultation suffisamment inclusive de tou.te.s les membres de notre communauté universitaire et des syndicats qui les représentent;
  - Attendu que ces mesures de restriction budgétaire n'ont jamais été justifiées de manière transparente, rigoureuse et convaincante;
  - Attendu que depuis 2016-2017 plusieurs employé.e.s de soutien contractuel n'ont pas eu de renouvellement de contrat, affectant négativement la qualité de l'expérience étudiante et accroissant la charge de travail des professeur.e.s;
  - Attendu que la haute direction de l'Université ne cesse actuellement de répéter qu'il y a un manque à gagner de près de 30 millions de dollars en 2017-2018;
- 
- Il est proposé que le Comité exécutif du Bureau des gouverneurs rejette catégoriquement le « Programme de rémunération des cadres exécutifs de l'Université d'Ottawa » et se dissocie explicitement de l'enquête biaisée, de l'analyse idéologique et des recommandations injustifiées et inappropriées (particulièrement dans un contexte de restriction budgétaire) qui s'y retrouvent;
  - De même, il est proposé que la prétendue « consultation publique » actuellement en cours au sujet de ce programme ne soit plus garder secrète, mais soit, en toute intégrité, annoncée par courriel à tou.te.s les membres de la communauté universitaire;
  - Enfin, il est également proposé que le Bureau des gouverneurs et son Comité exécutif développent la capacité d'établir adéquatement les priorités budgétaires de notre université, afin de soutenir directement ses activités d'enseignement et de recherche, plutôt que chercher à augmenter de manière significative la rémunération globale de ses cadres exécutifs.